

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES

LES PÉRIODES DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL EN BACCALURÉAT PROFESSIONNEL

LE POSITIONNEMENT DANS LE CADRE DES PASSERELLES

1. LES PÉRIODES DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL (PFMP)

Rectorat

Inspection de l'Éducation Nationale

Référence
IEN-ET/EG

Dossier suivi par
Collège des IEN ET/EG

Téléphone
05 36 25 71 88
Courriel
ien@ac-toulouse.fr

Rectorat de Toulouse
75, rue Saint Roch
31400 Toulouse

1.1. Rappels du cadre général

La partie réglementaire du Code de l'Éducation relative au baccalauréat professionnel définit dans son article D337-64 la durée des PFMP. Dans ce cadre, le référentiel de chaque diplôme définit les modalités particulières d'organisation des PFMP.

Extrait de l'article D337-64

« La formation conduisant au baccalauréat professionnel se déroule en milieu professionnel pendant une durée fixée entre douze et vingt-six semaines, dont un tiers au maximum dans le cadre de la mobilité mentionnée à l'article D. 337-54, par arrêté du ministre chargé de l'éducation ou du ministre chargé de l'agriculture ou du ministre chargé de la mer, sous la responsabilité respective de chacun de ces ministres et sur la base d'une convention établie entre les établissements d'enseignement et les entreprises, dans des conditions fixées par les arrêtés mentionnés à l'article D. 337-53. »

L'article 6 de l'arrêté du 10 février 2009 (NOR: MENE0900061A) relatif aux enseignements dispensés dans les formations sous statut scolaire préparant au baccalauréat professionnel fixe la durée des PFMP dans le cadre du cycle en trois ans.

Art. 6

Vingt-deux semaines de périodes de formation en milieu professionnel (PFMP), incluant celles nécessaires à la validation du diplôme de niveau V lorsqu'il est préparé dans le cadre du cycle en trois ans, sont prévues sur les trois années du cycle.

La répartition annuelle de ces périodes relève de l'autonomie des établissements. Cependant, la durée globale de la PFMP ne peut être partagée en plus de six périodes et la durée de chaque période ne peut être inférieure à trois semaines.

La circulaire n°2016-053 « **Organisation et accompagnement des périodes de formation en milieu professionnel** » parue au BO n°13 du 31 mars 2016 réaffirme le contenu de l'arrêté supra.

Extrait du § 3.2 – L'organisation

Durée totale des périodes de formation en milieu professionnel	Nombre de séquences maximum par cycle de formation
De dix-neuf à vingt-deux semaines	Six séquences

La circulaire n°2016-055 « **Réussir l'entrée au lycée professionnel** » parue au BO n°13 du 31 mars 2016 dans son §4 stipule qu'une préparation à l'arrivée en milieu professionnel devra être élaborée par l'équipe pédagogique.

Extrait du § 4 - Mieux préparer l'élève aux périodes de formation en milieu professionnel

Ce temps, construit par l'équipe pédagogique en relation avec les partenaires professionnels, sera utilisé pour faciliter l'intégration de l'élève dans une organisation et dans une équipe de travail, en identifiant les attendus du monde professionnel et en prenant connaissance et en respectant les règles internes indispensables, notamment de sécurité.

Cette préparation se déroule au lycée avant la première période de formation en milieu professionnel et/ou pendant celle-ci et associe l'équipe pédagogique et l'organisme d'accueil.

22 semaines de PFMP dans le cadre des baccalauréats professionnels de l'Éducation nationale dont un tiers au maximum dans le cadre de la mobilité¹ réparties en 6 séquences au maximum.

La formation en milieu professionnel doit faire l'objet d'une préparation, d'un suivi et d'une exploitation par l'équipe pédagogique.

1.2. Non-respect de la durée réglementaire

Par durée réglementaire, on entend la durée définie par la réglementation du diplôme ou par la décision de positionnement. Cette durée ne peut, en aucun cas, être inférieure à dix semaines (art. D337-65 du code de l'Éducation).

Art. D. 337-65

La décision de positionnement peut réduire, en fonction de la situation professionnelle des candidats, la durée de formation en milieu professionnel, dans les conditions fixées par le règlement particulier du diplôme. □ Pour les candidats préparant le baccalauréat professionnel par la voie scolaire, cette durée ne peut être inférieure à dix semaines.

Lorsqu'un élève n'a pas accompli la totalité des PFMP, il convient, en premier lieu, d'en organiser le rattrapage. À l'initiative de l'établissement et dans la mesure du possible, un rattrapage sur les vacances scolaires peut être proposé à l'élève, sous réserve d'un suivi pédagogique, de la réalisation des évaluations réglementaires, de la conformité aux dispositions administratives et aux conditions en matière d'assurance.

Dans ce cas, la durée du rattrapage ne doit pas excéder 50 % de la période de congés (art. L. 4153-3 du code du Travail, art. L331-5 du code de l'Éducation).

Le rattrapage n'est pas obligatoirement égal à la durée totale de l'absence de l'élève. L'équipe pédagogique en fixe la durée en fonction du niveau d'acquisition des compétences visées par la PFMP et des motifs de l'absence de l'élève.

Art. L. 124-15 (loi n°2014-788 du 10 juillet 2014 du code de l'éducation)

Lorsque le stagiaire interrompt sa période de formation en milieu professionnel ou son stage pour un motif lié à la maladie, à un accident, à la grossesse, à la paternité, à l'adoption ou, en accord avec l'établissement, en cas de non-respect des stipulations pédagogiques de la convention ou en cas de rupture de la convention à l'initiative de l'organisme d'accueil, l'autorité académique ou l'établissement d'enseignement supérieur valide la période de formation en milieu professionnel ou le stage, même s'il n'a pas atteint la durée prévue dans le cursus ou propose au stagiaire une modalité alternative de validation de sa formation. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin de la période de formation en milieu professionnel ou du stage, en tout ou partie, est également possible. »

Lorsque la durée réglementaire n'est pas atteinte, quel qu'en soit le motif, une demande de dérogation² doit être adressée à l'autorité académique. Cette durée ne peut être inférieure à dix semaines y compris pour une entrée directe en terminale.

Les PFMP sont prises en compte pour la délivrance du baccalauréat professionnel par l'évaluation des compétences acquises visées par la sous-épreuve correspondante de l'épreuve E3. Le non-respect de la durée réglementaire a des conséquences sur la délivrance du diplôme.

Art. D. 337-81

Lorsqu'un candidat est déclaré absent à une épreuve, le diplôme du baccalauréat professionnel ne peut lui être délivré. Toutefois, l'absence justifiée à une ou plusieurs unités donne lieu à l'attribution de la note zéro à l'unité ou aux unités concernées et le diplôme peut être délivré si les conditions prévues aux articles D. 337-78 et D.

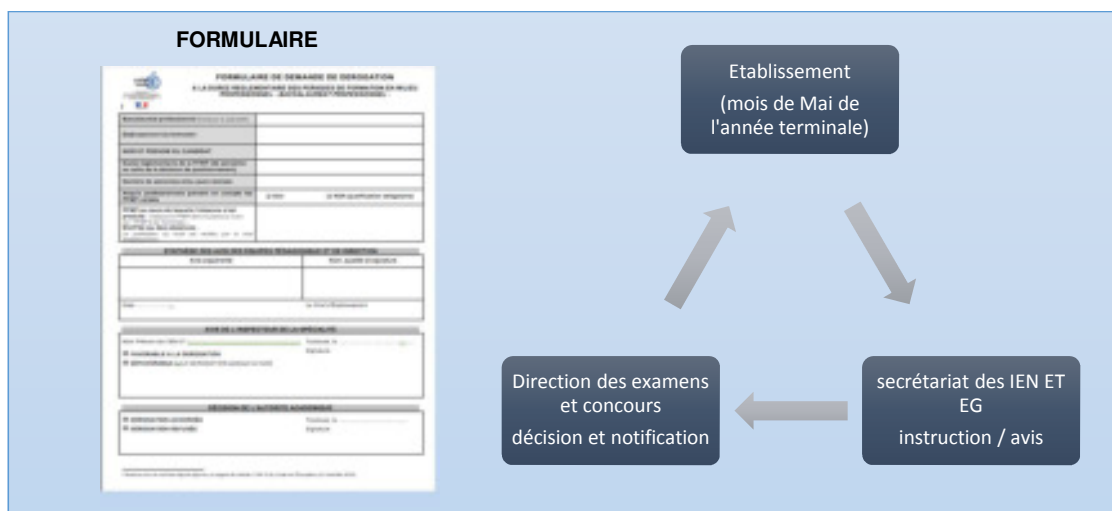
¹ **Extrait Art. 337-54** Ces périodes de formation peuvent être réalisées pour partie dans le cadre d'une mobilité effectuée dans un État membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de l'Association européenne de libre échange.

² Formulaire de dérogation téléchargeable sur CÈDRE

337-80 sont remplies. Dans le cas où le diplôme ne peut être délivré au candidat, celui-ci se présente à l'épreuve ou aux épreuves de remplacement dans les conditions fixées à l'article D. 337-92. Le diplôme ne peut être délivré si les acquis correspondant à l'épreuve pratique prenant en compte la formation en milieu professionnel n'ont pas été validés.

L'autorité académique peut, sous certaines conditions (durée minimale des PFMP respectée, acquis correspondant à l'épreuve pratique prenant en compte les PFMP évalués), valider la formation.

1.3. la procédure administrative de demande de dérogation à la durée réglementaire des PFMP



Les documents sont à disposition sur CÉDRE :

- <http://biblio.ac-toulouse.fr/Record.htm?idlist=33&record=683412440169>

2. LE POSITIONNEMENT PEDAGOGIQUE

2.1. Rappel du cadre général

Le positionnement s'applique à l'entrée en formation en cours de cycle.

Dans le cadre de la fluidité des parcours, conformément à l'article D337-58, sur décision du recteur prise après avis de l'équipe pédagogique de la classe de l'établissement d'accueil, peuvent également être admis en formation sous statut scolaire des candidats qui ne relèvent pas des articles D337-56 (élèves issus de 3^{ème}) et D337-57 (élèves titulaires d'un diplôme de niveau V).

2.2. Le dossier de positionnement

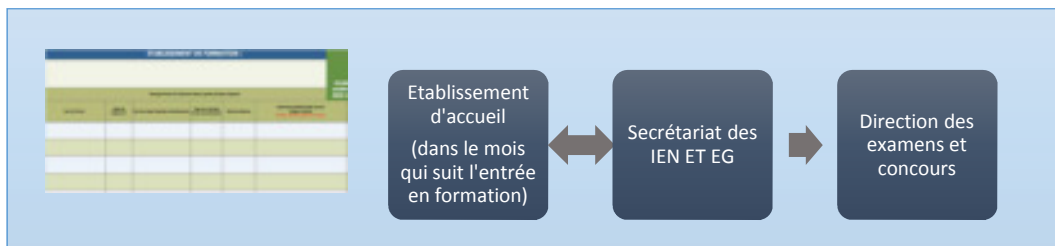
Il doit préciser les aménagements pédagogiques envisagés en veillant à ce que la durée de formation (art. D337-62) et la durée des PFMP soient conformes à la réglementation du diplôme.

Le dossier de positionnement résume les éléments du parcours individualisé. Ce dernier tient compte du cursus scolaire de l'élève et des compétences à acquérir. Dans cette optique, il convient d'indiquer les aménagements pédagogiques ainsi que la durée de PFMP arrêtés.

2.3. la procédure administrative

Le chef d'établissement constituera un dossier de positionnement pédagogique par élève dans le mois qui suit son entrée en formation et l'archivera dans l'établissement à disposition du corps d'inspection. Toutes les demandes seront recensées par filière dans un tableau de positionnement récapitulatif à adresser au secrétariat des IEN ET-EG. En cas de nouvelles entrées en cours de cycle, les établissements veilleront à envoyer une version réactualisée chaque mois.

TABLEAU RECAPITULATIF



Rectorat
Inspection de l'Éducation Nationale

Référence
IEN-ET/EG

Dossier suivi par
Collège des IEN ET/EG

Téléphone
05 36 25 71 88
Courriel
ien@ac-toulouse.fr

Rectorat de Toulouse
75, rue Saint Roch
31400 Toulouse

Les documents sont à disposition sur CÉDRE :

- <http://biblio.ac-toulouse.fr/Record.htm?idlist=24&record=683312440159>
- <http://biblio.ac-toulouse.fr/Record.htm?idlist=27&record=683212440149>